

Reporters sans frontières s'inquiète d'une dégradation de la situation de la liberté de la presse

Après la suspension pour une durée d'un mois de Radio France Internationale (RFI) sur l'ensemble du territoire, Reporters sans frontières s'inquiète d'une dégradation rapide de la liberté de la presse dans le pays, et notamment dans les régions du nord.

"Depuis le début des affrontements qui agitent le nord du pays, de nombreuses atteintes ont été portées à la liberté de la presse. Il est temps que le gouvernement tienne ses promesses. En 2003, le président Mamadou Tandja s'était engagé à réformer la loi nigérienne en faveur d'une dépénalisation des délits de presse. Cette réforme devait aboutir en mars 2007, mais rien n'a été fait. Daouda Diallo, président du Conseil supérieur de la Communication (CSC), doit lui aussi comprendre que la répression systématique des journalistes critiques ne sert pas les intérêts du pays et ne fait au contraire qu'augmenter les tensions", a déclaré l'organisation.

Le 19 juillet 2007, le CSC a pris la décision de suspendre RFI pour un mois sur l'ensemble du territoire. La radio est accusée d'avoir traité de manière "déséquilibrée et partisane" le conflit agitant la région d'Agadez (nord du pays) et d'avoir diffusé des "informations mensongères et occultant la réalité" sur ces événements.

"La direction de RFI proteste contre cette décision des autorités du Niger, qui va à l'encontre des principes qui régissent la liberté de la presse et le pluralisme d'expression", a indiqué la radio dans un communiqué diffusé sur ses ondes.

Fin juin, le bimensuel Air-Info a été suspendu pour trois mois par le CSC. Il lui est reproché d'avoir publié des informations relatives au conflit opposant le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ, rébellion touareg) aux forces armées. Le CSC a envoyé des avertissements à trois autres journaux, Libération, L'Opinion et L'Événement, pour le même motif. Les quatre publications sont également accusées d'avoir fait "l'apologie du crime et de la violence".

En réponse à la suspension de son journal, Ibrahim Manzo Diallo, directeur d'Air-Info, a lancé, le 9 juillet, un nouvel hebdomadaire baptisé Info-Air, afin de "donner des informations fiables" sur la situation. Il a été interpellé le 12 juillet 2007 pendant plusieurs heures à la gendarmerie d'Agadez et interrogé sur les raisons justifiant le lancement de son nouveau titre.

Le 11 juillet, les autorités ont interdit à Ghislaine Dupont, envoyée spéciale pour RFI, de se rendre dans le nord du pays. Moussa Kaka, correspondant de Reporters sans frontières et de RFI à Niamey, a rapporté avoir été menacé de mort, le 14 juillet, par le chef d'état major de l'armée, le général Moumouni Boureima.

Depuis le début du mois de février 2007, le nord du Niger, région riche en uranium et en pétrole, est soumis à des altercations régulières entre les rebelles Touareg et l'armée. Le gouvernement refuse de reconnaître l'existence d'une rébellion et qualifie les dirigeants du MNJ de "bandits", ou "d'assaillants" souhaitant "confisquer les intérêts du Niger". Le chef du MNJ, Agaly Alambo, a rapporté à l'AFP qu'il ne cherchait "absolument pas l'indépendance". Les seules conditions exigées pour un retour à la paix sont une plus grande reconnaissance des droits des Touareg, notamment à travers une meilleure intégration dans l'armée, les corps paramilitaires et le secteur minier.

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde. L'organisation compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, France, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Bangkok, Londres, New York, Tokyo et Washington, et plus de 120 correspondants dans le monde.

© Reporters sans frontières 2007

